

## Flash ISP 07-2004

>>> [PSI@lb.bcentral.com](mailto:PSI@lb.bcentral.com) 04/27 15:02 >> >

- Rapports des réunions des comités exécutifs régionaux de l'ISP
- Dites-nous ce que vous savez !
- Canada : grève de 20 000 membres d'affiliés de l'ISP
- Réunion CSC-ISP
- Report de la résolution sur les droits humains et l'orientation sexuelle
- Nouveau livre : "Growing Public"

### REUNION DES COMITES EXECUTIFS REGIONAUX DE L'ISP

Les conseils exécutifs régionaux de l'ISP de trois régions sur quatre (Afrique et pays arabes, Amériques et Europe) se sont réunis de part et d'autre en mars et avril. La réunion du comité exécutif régional de la région Asie-Pacifique aura lieu dans quelques jours et fera l'objet d'un bref rapport dans le prochain Flash ISP.

L'IAMREC s'est réuni à Kingston en Jamaïque les 31 mars et 1er avril, et a accepté l'affiliation de huit nouveaux syndicats. Les participants ont pris la décision, entre autres, de demander à tous les affiliés des Amériques de travailler avec leurs centrales syndicales nationales pour appeler une nouvelle fois, lors de la Conférence de l'OIT en juin, à la création d'une commission d'enquête sur la Colombie. Les participants ont adopté une déclaration sur la crise en Haïti. L'IAMREC a également travaillé sur des projets pour la 9ème conférence régionale interaméricaine de l'ISP (IAMRECON) à Rio de Janeiro en novembre 2004.

L'EUREC s'est réuni les 6 et 7 avril à Genève et a adopté deux déclarations, l'une pour soutenir la campagne des syndicats thaïlandais, l'autre pour soutenir la campagne de l'affilié colombien SINTRAEMCALI qui s'oppose aux projets gouvernementaux de privatisation de la société EMCALI, qui gère l'eau, l'assainissement, les télécommunications et l'électricité à l'échelle municipale. Les participants ont également soutenu la commission d'enquête de l'OIT concernant les violations des droits syndicaux au Bélarus. De même, ils ont accepté le nouveau programme d'action européen, ainsi qu'un programme européen pour les jeunes qui comprend deux conférences sous-régionales en 2004 et une augmentation globale de la visibilité des jeunes travailleurs du secteur public dans le travail de l'ISP.

Lors de la réunion de l'AFREC au Sénégal du 12 au 17 avril, les participants ont adopté une déclaration visant à condamner la violence dans les pays de leur région, en particulier en Palestine, en Irak et au Soudan. Ils ont adressé un message de solidarité aux syndicalistes de la République centrafricaine qui n'ont pas perçu leur salaire depuis plus de 40 mois. Wendy Caird, la Coordinatrice de la Campagne en faveur de services publics de qualité, a fait part de la stratégie de campagne aux participants, ce qui a donné lieu à une grande discussion sur les priorités et les activités régionales. Un certain nombre d'initiatives sont en cours pour cette campagne, notamment un travail intéressant sur le développement des alternatives à la privatisation.

### DITES-NOUS CE QUE VOUS SAVEZ !

Suite à plusieurs réunions récentes sur une série de sujets interconnectés, le Secrétariat recherche les informations suivantes : les affiliés ont-ils connaissance d'études ayant permis d'identifier le nombre de nouveaux services (santé, éducation, eau, etc.) nécessaires pour répondre aux besoins de la population, y compris le nombre de travailleurs supplémentaires nécessaires ? Y a-t-il des affiliés qui ont proposé des accords ou qui ont trouvé des accords avec les gouvernements pour encourager les travailleurs des services essentiels (médecins, infirmières et autres professionnels) à aller travailler dans des zones défavorisées/rurales : indemnités spéciales, facilités de logement, promotion ? Nous cherchons de toute urgence des renseignements issus d'études qui prouvent que les partenariats secteur public-secteur privé ou les programmes des initiatives de financement privé sont plus coûteux et/ou de moins bonne qualité que la seule option publique ; il nous faut également des données sur l'emploi dans le secteur public : la perte de personnel due à des salaires trop faibles dans le public, mauvaises conditions de travail/personnel démoralisé, nombreux départs à la retraite en peu de temps, problèmes de recrutement. Pour nous communiquer ces renseignements ou sources d'information, contactez [Mike.Waghorne@world-psi.org](mailto:Mike.Waghorne@world-psi.org).

### CANADA : GREVE DE 20 000 MEMBRES D'AFFILIÉS DE L'ISP

Vingt mille travailleurs du secteur public de Terre-Neuve et du Labrador, la province orientale du Canada, sont en grève depuis le 1er avril, après que le gouvernement conservateur de cette province a annoncé la baisse du budget et l'élimination de 4000 emplois dans les services publics au cours des quatre prochaines années.

Ces travailleurs sont membres de deux affiliés canadiens de l'ISP : le NUPGE (Syndicat national des employés généraux et des employés du secteur public) et le SCFP (Syndicat canadien de la fonction publique). Les secteurs touchés sont les hôpitaux, les maisons de retraite, les écoles, les établissements publics d'enseignement supérieur, les logements sociaux, les bibliothèques, les ferries, les agences gouvernementales, les magasins de vins et spiritueux et les autoroutes gérées par la province.

A l'origine de la grève se trouve le gel des salaires et les lourdes concessions réclamées par le gouvernement dans quatre domaines : le congé maladie, les retraites, le système de classification et les heures de travail des personnes

des commissions scolaires. Le 20 avril, après un week-end de discussions, le gouvernement a quitté la table des négociations sans qu'un accord ait été trouvé. Pour plus de détails sur la grève, voir [www.nupge.ca](http://www.nupge.ca). Les affiliés canadiens de l'ISP vous seraient très reconnaissants de leur envoyer des messages de solidarité et de soutien, à l'adresse [national@nupge.ca](mailto:national@nupge.ca).

#### CONSULTATION CSC/ISP-COMITE DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE

Chaque année, une délégation CSC -ISP (affiliés de l'ISP principalement) rencontre le Bureau du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE (anciennement PUMA) ; cette année, nous nous sommes réunis le 14 avril et avons discuté des points suivants :

- Nous avons approuvé le projet concernant leur mandat pour les dix années à venir, qui indique la nécessité d'adapter les politiques au contexte, et ne pas opter pour une politique « taille unique ».
- Modernisation du secteur public : un document provisoire concernant ce point décrit brièvement une approche de l'emploi dans le secteur public ; nous n'avions jamais vu un document aussi sensé et sérieux de la part de l'OCDE.
- L'OCDE gère un programme sur plusieurs années dans le but d'accroître les contacts et la coopération avec la Chine. Actuellement, l'accent est mis sur les questions de gouvernance, dont s'occupent le Comité de la gouvernance publique et la Direction de la gouvernance publique et développement territorial. Nous avons fait part de nos inquiétudes : droits humains, contacts que les affiliés de l'ISP ont en Chine et notre potentiel à aider les travailleurs chinois à traiter avec les multinationales et les zones franches d'exportation, nécessité d'amener le gouvernement à envisager l'avenir des relations entre le Parti et les syndicats, nécessité de discuter avec eux des questions relatives au marché du travail.
- Nous les avons renseignés sur la Campagne en faveur de services publics de qualité : questions concernant la qualité, campagnes au niveau national/mondial, points de départ très variés selon les affiliés, relation avec le travail réalisé sur les Objectifs pour le Millénaire.
- Nous avons discuté de leur proposition de programme de travail pour 2005-2006 : initiatives de financement privé, gestion des fonctionnaires, intégrité des gouvernements auxquels ils parlent des partenariats secteur public-secteur privé, marchés publics ainsi que financement et conflits d'intérêts dans ces domaines, rôle du gouvernement central dans un contexte de décentralisation, données et indicateurs clés pour un bon gouvernement et des services publics efficaces.

Des exemplaires du rapport intégral sont disponibles en anglais auprès de [Mike.Waghorne@world-psi.org](mailto:Mike.Waghorne@world-psi.org).

#### REPORT DE LA RESOLUTION SUR LES DROITS HUMAINS ET L'ORIENTATION SEXUELLE

La résolution brésilienne sur les droits humains et l'orientation sexuelle, selon laquelle la diversité sexuelle fait partie intégrante des droits humains universels tels que stipulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, devait être présentée lors de la 60ème séance de la Commission des droits de l'homme à Genève en mars. Proposée par le Brésil l'année dernière et déjà reportée une fois, c'est la première résolution des Nations Unies à s'intéresser principalement aux droits humains et à l'orientation sexuelle.

Toutefois, sous la pression des groupes qui s'opposent à cette résolution, elle a de nouveau été reportée à la prochaine séance de la Commission des droits de l'homme. Malgré la déception occasionnée par le report de la résolution, ce nouveau délai donne une autre chance d'établir une stratégie, de mobiliser des soutiens pour la présenter une nouvelle fois à la Commission. Pour plus de renseignements, voir le site du réseau des droits humains des femmes ([www.whrnet.org/international.html](http://www.whrnet.org/international.html)).

#### "GROWING PUBLIC" (LA NATIONALISATION)

Il s'agit du titre d'un nouvel ouvrage de Peter H. Limbert sur les dépenses sociales et la croissance, publié par Cambridge University Press. Limbert compare le niveau des dépenses sociales et de la croissance économique sur neuf décennies jusqu'en 2000 dans 19 nations développées, en grande partie les pays d'Europe occidentale, le Japon, l'Australie, les Etats-Unis et le Canada. Il évoque surtout les programmes sociaux, pas l'ensemble des dépenses gouvernementales. On croit généralement que les baisses d'impôt favorisent la croissance économique, mais Limbert démontre que l'inverse est plus proche de la réalité. Les pays dont les recettes fiscales sont élevées taxent surtout l'alcool, le tabac et le pétrole, ce qui contribue à améliorer la santé et l'environnement, sans compter que des travailleurs en meilleure santé sont généralement plus productifs. Selon Limbert, les dépenses publiques des nations ayant un bon niveau de bien-être social sont propices aussi à la croissance économique. Les dépenses dans les secteurs de l'éducation et de la santé contribuent à ce que la population soit en meilleure santé : les gens vivent plus longtemps et sont plus productifs. Dans ces nations, le soutien apporté par le gouvernement aux femmes qui travaillent se révèle payant. L'écart de salaire entre les hommes et les femmes est plus élevé aux Etats-Unis que dans la majeure partie de l'Europe. Cet écart est faible en Suède, qui est généreuse au niveau des allocations pour les enfants. Pour plus de renseignements sur cet ouvrage, contactez [Mike.Waghorne@world-psi.org](mailto:Mike.Waghorne@world-psi.org).